

Discours de Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, lors de la remise du Prix Simone Veil de la République française pour l'égalité entre les femmes et les hommes (Paris, 6 mars 2026)

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Ambassadrices et les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les Directrices et les Directeurs,

Madame la Présidente du jury, chère Ombeline Mahuzier,

Mesdames et Messieurs,

Notre monde s'embrase. La guerre se répand comme une traînée de poudre.

Samedi dernier, une nouvelle mèche s'est allumée au lever du jour, et voici qu'un déluge de missiles et de drones s'abat une nouvelle fois sur le Moyen Orient.

Sur les femmes, les hommes et les enfants qui y vivent.

Partout, sur tous les théâtres, les positions se radicalisent, se durcissent, avec des conséquences toujours plus délétères. Des conflits anciens se perpétuent et s'aggravent, alimentés par des haines tenaces. Le vent mauvais du ressentiment souffle et emporte avec lui le respect des droits fondamentaux et de la dignité de la personne humaine. Et dans le fracas des armes, des femmes, des hommes, des enfants sont condamnés par millions à l'exil ou à la mort.

En Ukraine, Vladimir Poutine tente d'assouvir un fantasme révisionniste et colonial en poursuivant une guerre d'agression injustifiée et injustifiable. En multipliant les crimes de guerres. En déportant des enfants par milliers pour les endoctriner et les retourner contre leur propre patrie.

En Israël et en Palestine, la perspective de deux États reconnus et respectés dans leurs droits, en dépit d'un processus de paix que nous soutenons, reste menacée par la radicalité des partisans du rejet. Ceux de la Palestine du Jourdain à la mer d'un côté. Ceux du Grand Israël de l'autre.

Au Soudan, deux seigneurs de guerre, guidés par leur orgueil, attisent les rivalités ancestrales pour justifier le déversement sur les populations civiles d'un torrent de violences insoutenables, qui détruit tout sur son passage, et provoque la crise humanitaire la plus grave du monde.

Plus au Sud, la guerre continue de s'étendre dans la région des Grands Lacs, traumatisée par la tragédie d'il y a trente ans, quand un génocide fut commis contre des hommes, des femmes qui vivaient depuis toujours dans les mêmes villages que leurs bourreaux aveuglés par la haine.

Voilà la réalité de notre monde. Soyons lucides. Le camp de la guerre gagne du terrain sur celui de la paix. Et la tentation grandit, je le vois, de baisser les bras. De se résigner. De contempler en spectateur impuissant la brutalité s'imposer. Mais le pire n'est jamais certain.

Alors refusons la fatalité. Cultivons notre capacité d'indignation. Soyons à l'écoute de ce tressaillement intérieur qui nous pousse à l'action. Et puisons l'inspiration et le courage à leur source : dans le parcours de celles qui se sont engagées au service de la paix.

Nous sommes le 10 août 1976. Depuis près d'une décennie, l'Irlande du Nord est déchirée par une guerre larvée entre nationalistes catholiques et unionistes protestants. Attentats, représailles, assassinats : la violence est devenue le langage du quotidien.

Dans une rue de Belfast, un membre de l'IRA est poursuivi par l'armée britannique. Les soldats tirent. Le conducteur perd le contrôle de son véhicule. La voiture monte sur le trottoir et fauche une famille.

Trois enfants meurent : Joanne, 8 ans. John, 2 ans. Andrew, 6 semaines.

Leur tante assiste à cette scène. Elle s'appelle Mairead Corrigan. Dans la rue, une autre femme est témoin de l'accident. Elle voit les corps des enfants étendus sur l'asphalte. Elle entend le choc, les cris. Elle s'appelle Betty Williams. Très vite, les deux femmes comprennent que si personne ne fait rien, cette brutalité insensée se reproduira et, demain, d'autres familles seront endeuillées. Et que la non-violence est une arme sans égale.

Alors elles sortent, frappent aux portes, parlent à leurs voisins. Elles recueillent en deux jours des milliers de signatures pour une pétition contre la violence. Et des milliers de femmes – catholiques et protestantes – descendent ensemble dans les rues de Belfast. Des mères qui refusent que leurs enfants grandissent dans la haine et la peur. Le mouvement Peace People est né. Il rassemble bientôt des dizaines de milliers de personnes et prépare les esprits en vue des pourparlers de paix.

Cette mobilisation ne met pas immédiatement fin au conflit. Mais elle change quelque chose d'essentiel : elle fait entendre, au milieu du vacarme des armes, la voix d'une société civile qui réclame la paix. Et qui la réclamera inlassablement jusqu'en 1998, quand l'accord du Vendredi saint mettra fin à trois décennies de violences.

Nous sommes en 1980. Le Guatemala est plongé dans une guerre civile qui oppose l'armée aux guérillas révolutionnaires. Dans les campagnes, la répression est féroce contre les populations indigènes. Des villages entiers sont rasés. Des milliers de personnes disparaissent.

Ce jour-là, des militants indigènes procèdent à une occupation pacifique de l'ambassade d'Espagne à Guatemala City, pour que le monde ouvre les yeux sur ce qui se passe dans les campagnes.

La police donne l'assaut. Le bâtiment prend feu. L'incendie fait 37 morts.

Rigoberta Menchú n'a pas vingt ans et pleure la mort de son père qui se trouvait à l'intérieur. Quelques mois plus tard, sa mère est enlevée, torturée et assassinée. Elle aurait pu se taire, comme beaucoup. Pour survivre. Elle choisit de parler. Elle raconte les exactions. Les disparitions. Elle parle dans les universités, devant les organisations internationales, partout où on accepte de l'écouter. Peu à peu, sa voix franchit les frontières. Le monde découvre ce que vivent les peuples indigènes du Guatemala. Cette parole obstinée et courageuse contribue à briser le silence. En 1991, elle participe à la préparation par les Nations unies de la déclaration des droits des peuples autochtones.

Cette mobilisation contribue à internationaliser la cause des peuples indigènes et à faire pression pour qu'une issue politique soit trouvée. Le dialogue se renoue entre les acteurs de la société guatémaltèque. En 1996, après 36 ans de guerre civile et plus de 200.000 morts, les accords de paix sont signés.

Nous sommes en 2005, au Libéria. Les guerres civiles s'achèvent, le pays est à genoux. Les luttes de pouvoir entre factions armées, seigneurs de guerre et milices rebelles ont plongé la population dans une spirale de violences et de pillages. Les routes sont détruites. Les écoles fermées. Dans certaines villes, une génération entière d'enfants n'a connu que la guerre. Ils sont devenus des enfants soldats.

C'est dans ce pays brisé qu'Ellen Johnson Sirleaf décide de se présenter à l'élection présidentielle de 2005. Elle qui avait été ministre des Finances a connu l'exil, les menaces, la prison. Mais elle porte en elle une conviction : si personne ne s'attèle à reconstruire un État solide, alors la guerre reviendra.

Rien n'était gagné. Dans un pays profondément marqué par la corruption, beaucoup doutaient qu'une femme puisse l'emporter. Mais elle mène campagne avec de la ténacité et du cœur et finit par convaincre une majorité de Libériens souhaitant tourner la page de la guerre.

Première femme élue présidente d'un pays africain, elle engage une politique de réconciliation nationale. Elle crée une commission pour enquêter sur les crimes de guerre et la corruption. Dans le même temps, elle obtient l'annulation de cinq milliards de dollars de dettes et redresse les finances publiques. Peu à peu, le Liberia se relève. Il restaure ses services publics. Il rouvre ses écoles. Le pays reprend confiance.

Mairead, Betty, Rigoberta, Ellen. Ces femmes n'étaient pas des chefs de guerre. La seule arme dont elles disposaient, c'était leur courage. Le courage de dire « non à la violence ». Le courage de croire que même dans les temps les plus sombres, la paix reste possible, à condition de surmonter la tentation du ressentiment, et de faire le choix beaucoup plus exigeant de la réconciliation.

« La paix est le seul combat qui mérite d'être mené, écrivait Albert Camus. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements : l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison. »

Si nous voulons redonner une chance à la paix, nous devons donner de toute urgence aux femmes la place qui leur revient. C'est une réalité : quand des femmes sont assises à la table des négociations, les chances d'obtenir un accord de paix stable et durable augmentent. Ce n'est pas tout à fait l'intuition du Board of Peace, dont la composition est exclusivement

masculine. Mais c'est l'intuition fondamentale de l'agenda « Femmes, paix, sécurité » des Nations unies.

L'intuition fondatrice de ces dix résolutions successives, qui ont reconnu les liens entre les femmes et la question de la paix et de la sécurité internationales, l'impact disproportionné et spécifique des conflits armés sur les femmes, ainsi que leur contribution au règlement des conflits et à la pérennisation de la paix.

Cet agenda ne doit pas rester confiné dans les enceintes diplomatiques. Il doit se traduire en acte, dans tous les pays. C'est la raison pour laquelle je lance aujourd'hui le « Plan national d'action Femmes, paix et sécurité » pour la période 2026-2030. C'est le fruit d'un travail collectif, mené avec les parlementaires, les administrations, les opérateurs et la société civile. Il fixe le cap, sur les cinq prochaines années, pour l'ensemble des administrations françaises, de la mise en œuvre des résolutions pertinentes.

Plus largement, et au-delà de cet agenda, pour donner aux femmes la place qui leur revient, il nous faut tout à la fois les libérer de l'oppression, leur donner la parole, leur confier les responsabilités.

Protéger et libérer les femmes partout où subissent les violences ou l'oppression, d'abord.

Nos sœurs irakiennes continuent de subir des violences systémiques : mariages forcés, crimes d'honneur, impunité des agresseurs. Lundi à Bagdad, Yanar Mohammed, inlassable défenseuse des droits des femmes, est morte, assassinée. Elle avait reçu, en décembre dernier, le prix franco-allemand des droits de l'Homme.

Elle dénonçait les violences patriarcales, les crimes d'honneur et le trafic d'êtres humains. Son assassinat rappelle la menace qui pèse sur toutes celles qui osent résister. Et c'est pourquoi la France est présente aux côtés des femmes en Irak, notamment par le soutien qu'elle apporte aux établissements de santé maternelle et infantile. Dans les provinces du Sinjar et de Sinuni, ces centres ont ainsi pu accueillir et soigner plus de 7.000 femmes et de filles de la communauté yézidie, martyrisée par Daech.

Nos sœurs afghanes sont bannies des écoles, des universités, des tribunaux et de la plupart des professions. Les femmes sont effacées du monde par les Talibans. Dans les provinces reculées, des fillettes sont vendues pour des sommes dérisoires.

L'aggravation sérieuse des tensions entre le Pakistan et l'Afghanistan risque de fragiliser encore davantage leur situation.

C'est pourquoi la France s'est mobilisée pour leur venir en aide. Nous soutenons l'Institut médical français pour la mère et l'enfant à Kaboul, qui protège l'intégrité physique des femmes et des filles afghanes. Le mécanisme « Femmes en danger », quant à lui, a permis d'accueillir plusieurs centaines de femmes afghanes en France depuis 2023. L'initiative « Avec Elles » que nous avons lancée avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés a contribué à ces résultats positifs : elle a mis en relation des acteurs publics pour faciliter l'accueil et l'accompagnement des femmes afghanes, à l'école et au travail.

Nos sœurs iraniennes subissent un système de discriminations inscrites dans la loi. Leur corps est surveillé par la police des mœurs. Une répression implacable s'abat sur elles lorsqu'elles

osent revendiquer leur liberté. Mahsa Amini en a été la victime. Elle avait 22 ans quand elle morte, assassinée le 16 septembre 2022 pour un voile mal ajusté. Elle a donné un visage à la révolte populaire. Elle a fait surgir un cri sourd qui a traversé l'Iran et le monde : « Femme, vie, liberté ! » Ce cri trouve aujourd'hui un nouvel écho. Quand un peuple prononce le mot « liberté », il ne peut plus jamais l'oublier.

Alors que s'ajoute aujourd'hui à la répression dans le sang de leur révolte pacifique l'angoisse insoutenable des bombardements. Alors qu'elles sont privées de communication avec leurs proches, ici et ailleurs. Nous leur disons, à nos sœurs iraniennes, toute notre solidarité, toute notre affection, toute notre admiration. Ce 8 mars, c'est le leur !

C'est pourquoi la France s'est mobilisée pour lutter contre l'impunité des responsables des violations des droits des femmes en Iran. Aux côtés de nos partenaires européens, nous avons adopté 11 trains de sanctions pour répondre aux violations des droits de l'Homme commises en Iran, ciblant les principaux individus responsables de la répression violente des manifestations de 2022 et de 2026. La France a aussi soutenu la création puis le renouvellement de la Mission d'établissement des faits sur l'Iran du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Mission enquêtera sur les crimes commis par le régime lors de la répression des manifestations de janvier dernier.

Sur Internet, les femmes sont devenues l'une des cibles privilégiées du harcèlement, des campagnes de haine et des violences numériques.

À travers la loi que j'ai portée pour sécuriser et réguler l'espace numérique, la France a instauré le bannissement des réseaux sociaux pour les auteurs de violences sexuelles en ligne notamment. La France a aussi lancé il y a deux ans jour pour jour, le Laboratoire pour les droits des femmes en ligne. En 2025, il a permis de créer un agent conversationnel pour les survivantes de violences en ligne en Afrique du Sud, de former 130 femmes palestiniennes à l'usage des outils numériques, d'accompagner des victimes de violences en ligne au Nigeria, au Ghana ou encore au Togo. Le deuxième appel à projets est ouvert jusqu'au 21 avril et permettra de sélectionner cinq nouveaux projets à soutenir cette année. N'hésitez pas à candidater !

Partout ailleurs, pour soutenir celles et ceux qui ont survécu aux pires atrocités, la France continue à appuyer le Fonds mondial pour les survivants et survivantes, lancé lors du sommet du G7 à Biarritz. La France fut la première à y contribuer. Et puis vous le savez, avec le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF), lancé en 2020, la France a déjà soutenu plus de 1.400 organisations féministes dans 75 pays. Ces associations jouent un rôle irremplaçable : elles protègent les femmes, les accompagnent vers la justice, les aident à se reconstruire.

Et je veux aussi saluer le travail réalisé par les parlementaires pour lutter contre les violences fondées sur le genre, en ligne et dans les logiciels d'intelligence artificielle. Le rapport présenté en février dernier par la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale comporte des recommandations en ce sens, que nous approfondirons.

Libérer les femmes de l'oppression est un premier pas, mais il n'est pas suffisant. Il faut leur donner la parole.

C'est ce que nous avons fait au mois d'octobre dernier en accueillant à Paris la quatrième conférence des diplomaties féministes. Elle a réuni plus de 500 participants venus du monde entier. Ensemble, nous avons adopté une déclaration politique signée par 31 États de toutes les régions du monde. Par cette déclaration, les États s'engagent à garantir les droits des femmes et des filles, en luttant contre les violences et les discriminations. C'était inédit. Nous l'avons fait. Et nous pouvons en être fiers.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui, à la veille de la Journée internationale des droits des femmes, en donnant la parole, sous le regard bienveillant de Simone Veil, à des femmes journalistes, activistes, écrivaines, cinéastes, militantes iraniennes, afghanes, ukrainiennes, mexicaines, ivoiriennes ou italiennes.

C'est ce que nous ferons au mois de septembre prochain. J'ai décidé d'organiser, à l'occasion de la présidence française du G7, un rassemblement international : la Fabrique de la Paix.

Cette manifestation inédite réunira des organisations de la société civile, des mouvements féministes et de jeunesse venus de tous les continents et engagés pour la paix. Dans les pas de Betty Williams et Mairead Corrigan, de Rigoberta Menchú, d'Ellen Johnson Sirleaf, les générations de demain doivent faire entendre leur voix pour façonner le monde. Et trouver en France un refuge pour le faire. Je compte sur vous toutes pour prendre toute votre part dans cette manifestation inédite.

Mais donner la parole aux femmes ne suffit pas, il faut aussi que leur soient confiées des responsabilités. Leur donner les moyens de faire bouger les lignes.

En France, nous avons fait progresser concrètement l'égalité des responsabilités, grâce à des législations ambitieuses.

En 2011, la loi Copé-Zimmermann a brisé un plafond de verre. Elle a imposé la présence des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises alors qu'à l'époque, elles en étaient presque absentes. Aujourd'hui, elles représentent près de la moitié des administrateurs des sociétés du CAC 40. La France est devenue l'un des pays les plus avancés au monde en matière de parité dans la gouvernance des entreprises.

Et dix ans plus tard, nous avons poursuivi cet effort avec la loi portée par Marie-Pierre Rixain qui vise à faire progresser la présence des femmes parmi les dirigeants des entreprises, et dans les comités exécutifs. La parité s'impose désormais là où se prennent les décisions.

Cette exigence, je l'applique aussi au sein de mon ministère.

Au cours des deux dernières années, la moitié des ambassadeurs nommés pour la première fois sont des ambassadrices. Et pour la première fois dans son histoire, nous avons décidé que le Président de l'Institut du monde arabe serait une présidente.

Mais les responsabilités, cela ne se donne pas, ou pas toujours, cela se prend.

Et lorsque trop souvent vous hésitez à vous imposer, à prendre ce qui vous est dû, pensez au courage de cette femme.

Déportée à Auschwitz. Survivante des camps de la mort. Marquée à jamais par un numéro tatoué sur le bras. Après la guerre, dans un monde dominé par les hommes, elle aurait pu se murer dans le silence et la résignation. Elle a fait le choix du courage, de la responsabilité et de l'action. Les responsabilités ne lui ont pas été données. Elle est allée les chercher.

En 1970, elle devient la première femme secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature. En 1974, elle est la deuxième femme nommée ministre de plein exercice du gouvernement de la France après Germaine Poinso-Chapuis. En 1979, elle est la première femme élue présidente du Parlement européen.

Simone Veil !

Simone Veil a passé sa vie à changer la règle du jeu. Elle a dénoncé les inégalités professionnelles et le sexisme. Elle a défendu l'indépendance financière des femmes. Elle a permis le remboursement de la pilule. Elle a porté, avec un courage qui appartient désormais à l'histoire, la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse.

Mais elle a aussi et surtout eu le courage de se lever et de prendre les responsabilités à ceux qui voulaient l'en priver.

Je le dis aux femmes et aux filles de mon pays et du monde. Mettez vos pas dans ceux de Simone Veil.

Prenez des responsabilités.

Bousculez les habitudes.

Ne vous laissez jamais intimider et changez les règles du jeu.

Vendredi prochain, je serai à Bangui, en Centrafrique, aux côtés des femmes du Mouvement pour les survivantes. Ces femmes victimes de violences sexuelles qui ont refusé le silence, qui se sont levées pour prendre leurs responsabilités. Qui se sont organisées pour soutenir d'autres femmes et réclamer justice.

Vendredi prochain, j'ouvrirai avec elle les portes du centre qu'elles ont voulu créer pour donner toujours plus d'ampleur à leur mouvement et qu'elles ont choisi d'appeler la Maison Simone Veil.

Ces femmes centrafricaines admirables qui, par leur courage font honneur à la mémoire de Simone Veil, furent lauréates du prix qui nous rassemble aujourd'hui et que je m'appête à décerner.

Ce prix qui est porteur d'un message et d'une espérance. Partout où une femme se lève pour la paix, la liberté et la justice, la France se tient à ses côtés.

Je vous remercie pour votre présence aujourd'hui.